



Inauguration du bureau de Genève

En mai PBI a célébré l'inauguration de son nouveau bureau à Genève. Y travaillent pour la première fois la coordinatrice du plaidoyer, la responsable de la communication et de la recherche de fonds en Suisse romande ainsi qu'un-e stagiaire. PBI souhaite ainsi renforcer son ancrage à Genève et se rapprocher des volontaires en Suisse romande. Lors de la fête de l'inauguration Bertha Zúñiga Cáceres, fille de la défenseuse hondurienne assassinée, et Yannick Wild, ancien volontaire au Honduras ont fait un discours.



Première rencontre internationale de PBI avec des défenseurs et défenseuses

ANNA MANCONI

Le 9 décembre 1998, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Déclaration pour la protection des défenseuses et défenseurs des droits de l'Homme – une étape importante pour la sécurité des personnes qui défendent leurs droits et ceux de leurs semblables.



Participant·e·s à la rencontre internationale de PBI à Bruxelles.

PBI a pensé à quelque chose de spécial pour le 20^e anniversaire de la déclaration : réunir des défenseur·se·s des droits humains (DDH) et des militant·e·s de PBI du monde entier. C'est ainsi que fin septembre à Bruxelles, 13 défenseur·se·s ont rencontré des membres des groupes nationaux de PBI, des employés des projets ainsi que du bureau international. Pendant quatre jours, des ateliers ont été organisés sur différents thèmes : la Déclaration des Nations Unies, l'analyse des risques, la sécurité numérique, la santé mentale ou le travail de plaidoyer. L'accent a toujours été mis sur l'échange d'expériences. De cette façon, les participants ont pu parler de leurs expériences personnelles dans un cadre de confiance. Et de fait, de nombreux parallèles sont apparus malgré la diversité des milieux de vie. En dépit des grandes distances, de nombreux défenseur·se·s des droits humains ainsi que des militant·e·s de PBI éprouvent des inquiétudes et des craintes similaires. Riches de nouvelles connaissances, les DDH ont voyagé bien préparés dans 10 pays européens, où ils ont participé à des événements publics et à des activités de plaidoyer.

2018 : une année riche en Speaking Tours

KIM-MAI VU

L'année 2018 restera gravée dans l'histoire de PBI Suisse car c'est la première année où nous avons pu accueillir en Suisse des défenseuses et défenseurs des sept pays dans lesquels PBI travaille, soit le Honduras, le Guatemala, la Colombie, le Mexique, le Népal, l'Indonésie et le Kenya. Nous n'avons pas eu le temps de nous ennuyer ! On retiendra entre autres la visite en mai du COPINH, avec la présence de Bertha Zúñiga Cáceres, coordinatrice de l'organisation et fille de l'activiste Berta Cáceres qui avait été assassinée en mars 2016. Ainsi, à l'occasion de la publication d'un rapport sur l'assassinat de Berta Cáceres, la délégation a pu rencontrer le Haut-Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'Homme de l'époque, Zeid Ra'ad Al Hussein, qui a profité de leur visite pour exprimer sa solidarité avec leur quête pour la justice. En automne également nous avons reçu la visite de quatre délégations de défenseur·se·s des droits humains en l'espace de trois semaines ! Ainsi, durant leur séjour en Suisse, les Kényans Stephen Mwangi et Maria Mutauta ont dénoncé les exécutions extrajudiciaires et

les cas de violence de genre qui se produisent dans les quartiers défavorisés de Nairobi. Les Népalais Badri Bhusal et Indira Ghale ont quant à eux plaidé contre l'usage répété de la torture au Népal et le trafic de femmes. De son côté, le jeune Septi Meidodga, originaire de Papouasie occidentale en Indonésie, a expliqué à ses nombreux interlocutrice·eur·s l'impact dévastateur des plantations intensives d'huile de palme sur sa communauté. Finalement, la juriste Sandra Alarcón a exhorté les missions permanentes auprès de l'ONU à demander à l'État du Mexique de prendre des mesures pour protéger les droits des peuples autochtones à l'occasion de l'Examen Périodique Universel du pays. La présence de tous ces défenseur·se·s de droits humains en Suisse a donné lieu à de nombreux débats passionnants. Les activistes ont également pu profiter de leur passage pour élargir leur réseau et nouer des contacts stratégiques avec des partenaires et représentant·e·s du DFAE, de l'ONU et d'autres ONG qui pourront les soutenir ultérieurement dans leurs activités.



Chère lectrice, cher lecteur,

C'est à nouveau deux pays qui ont été sélectionnés pour illustrer notre rapport annuel cette année. À l'occasion de son retour de mission au Guatemala, Jessica García décrit comment la situation des droits humains dans le pays s'est considérablement détériorée. En mai 2018, nous avons reçu des nouvelles du Kenya comme quoi PBI avait été enregistrée en tant qu'organisation locale. Cette reconnaissance renforce la présence dans ce pays d'Afrique de l'Est, où la vie dans les quartiers informels des grandes villes continue d'être rythmée par la violence arbitraire.

En Suisse, nous avons accueilli 13 militant·e·s accompagné·e·s par PBI et leur avons ouvert les portes des autorités nationales et de l'ONU. 2018 a aussi marqué le 20^e anniversaire de la Déclaration des Nations Unies sur la protection des défenseurs et défenseuses des droits humains. Ce fut l'occasion pour PBI de rassembler à Bruxelles des activistes de tous les pays où PBI a des projets. Les échanges ont montré que les défis sont similaires pour chacun malgré toutes les différences des conditions de vie.

Les droits humains sont sous pression dans le monde entier, en particulier dans les pays de nos projets. Le soutien de PBI représente souvent une planche de salut pour les activistes des droits humains afin qu'ils continuent à lutter pour leurs droits.

Nous vous remercions de votre intérêt et de votre soutien.

Chaleureuses salutations,

T. Freeman
Therese Fehlmann
Présidente

A. Nagel
Andrea Nagel
Directrice

En avant, la tête haute!

JESSICA GARCIA

En mai et juin 2018, le Guatemala a connu une vague d'assassinats de défenseurs des droits humains. Quatre des sept victimes étaient des membres actifs du *Comité de Desarrollo Campesino* (CODECA) et trois étaient membres du *Comité Campesino del Altiplano de las Verapaces* (CCDA). Les deux organisations sont engagées dans la défense des droits des peuples autochtones et paysans dans tout le pays. Pendant ce temps, le bureau de PBI fonctionnait à plein régime. Les organisations accompagnées ne cessaient d'appeler parce qu'elles étaient exposées à des menaces aiguës et avaient besoin de notre aide. Pendant que nous travaillions en équipe sur les urgences, je me demandais : Pourquoi tous ces meurtres ont-ils lieu en ce moment ? Dans la maison régnait une atmosphère de déprime. Nous étions préoccupés par la situation sécuritaire des personnes accompagnées. Nous étions particulièrement inquiets du fait que certains des assassinats avaient lieu presque en même temps que la visite de la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, Victoria Tauli-Corpuz.

Deux femmes fortes à la tête du CCDA de las Verapaces

Au sein de l'équipe, nous étions toujours très inquiets des événements lorsque la coordinatrice du CCDA de las Verapaces, Lesbia Artola, et sa coéquipière, Imelda Teyul, ont demandé une protection internationale à PBI. L'organisation CCDA subissait de fortes pressions alors que deux de ses membres avaient déjà été tués au début de l'année. Après une analyse approfondie, PBI a commencé son accompagnement en juillet 2018. Jusqu'à présent, les enquêtes policières sur les assassinats n'ont donné aucun résultat. Les autorités de Cobán, capitale du département de l'Alta Verapaz, ont discriminé et criminalisé les deux défenseuses des droits humains et ne leur ont pas accordé la protection nécessaire pour mener à bien leur travail. Depuis que PBI accompagne les deux militantes, celles-ci ont pu s'entretenir avec des représentants du ministère public, ce qui n'était pas le cas auparavant. Lorsque j'ai rencontré Lesbia Artola et Imelda Teyul pour la première fois, j'étais volontaire dans le projet depuis cinq mois. Ce sont deux femmes fortes qui portent fièrement les vêtements traditionnels mayas Q'eqchi, parlent

Sensibilisation en chiffres

5	Séances d'info (à Zurich, Berne, Lausanne et Genève)	1	Journée de formation pour les personnes intéressées à s'engager sur le terrain (à Lausanne)
11	Événements publics		
Publications :	2 Facing Peace	1 Rapport annuel	9 E-Newsletter
6	Ateliers pédagogiques dans des écoles	135	Nombre d'élèves

Le plaidoyer à Genève et à Berne en chiffres

13	Réunions avec des autorités étrangères	11	Réunions avec des autorités suisses
26	Réunions avec des représentant·e·s de l'ONU		
24	Réunions avec des ONG nationales et internationales	13	Défenseuses et défenseurs des droits humains venu·e·s en Suisse

PAS À PAS VERS LA PAIX ET LES DROITS HUMAINS – GRÂCE À VOUS!

Soutenez-nous de plusieurs manières :

- Faites **un don ponctuel ou régulier**
- Devenez **membre** et participez à notre vie associative! (CHF 100.–)
- Parrainez un atelier** dans une école (CHF 200.–)

Compte postal :
17-519476-6
IBAN: CH21 0900 0000 1751 9476 6

Ev.-ref. Kirchgemeinde Steffisburg
Ev.-ref. Kirchgemeinde Töss
Ev.-ref. Kirchgemeinde Wallisellen
Ev.-ref. Kirchgemeinde Windisch
Ev.-ref. Kirchgemeinde Zollikofen
Ev.-ref. Kirchgemeinde Bâlgach
Katholischer Konfessionsteil des Kantons St.Gallen
Röm.-kath. Pfarramt Allerheiligen
Röm.-kath. Gesamtkirchgemeinde Bern und Umgebung
Röm.-kath. Kirchgemeinde Buchrain
Röm.-kath. Kirchgemeinde Pieterlen
Röm.-kath. Pfarramt Ebikon
Röm.-kath. Pfarrei Heiliggeist
Röm.-kath. Pfarrei Romanshorn
Röm.-kath. Pfarrei St. Karl Luzern

ENTREPRISES
gidman EDV Dienstleistungen
Hofstetter Holding AG
Trombik Ingenieure AG

Un grand merci également à toutes les donatrices et tous les donateurs individuels!
Chaque contribution compte et nous aide à protéger les défenseuses et défenseurs des droits humains.



peacebrigades.ch

*Avec un legs,
vous protégez
les défenseuses et défenseurs
des droits humains.*

Merci!

Peace Brigades International
andrea.nagel@peacebrigades.ch, 031 372 44 44
www.peacebrigades.ch



Peace Brigades International PBI Schweiz/Suisse, Gutenbergstrasse 35, 3011 Berne
Téléphone 031 372 44 44, info@peacebrigades.ch

Impressum Peace Brigades International – Suisse | Schweiz
Rédaction: Anna Manconi, Gabrielle Cottier
Graphisme: Christian Jaberg; Impression: Paul Buetiger SA, Biberist
Tirage: 1200 en allemand, 600 en français



INSTITUTIONS PUBLIQUES

Commune de Bernex
Eidgenössisches Departement für auswärtige Angelegenheiten
FEDEVACO
Fribourg-Solidaire
Service de la solidarité internationale (SSI)
Swisslos I Kanton St.Gallen

FONDATIONS

Dr. Jenö Staehelin Stiftung
Maya Behn-Eschenburg Stiftung
Stiftung Temperatio
Terra 21 Foundation

Volontaires sur le terrain

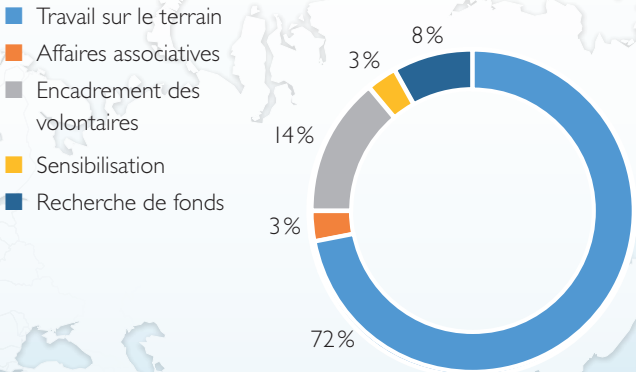
GUATEMALA
JESSICA GARCÍA 02/18 – 02/19

HONDURAS
YANNICK WILD 02/17 – 02/18
JEANNINE KÄSER 12/17 – 12/18

COLOMBIE
YVONNE FURRER depuis 12/17
MARILÈNE ALLEMANN depuis 08/18
LISA STALDER 11/16 – 05/18
SOPHIE HELLE depuis 04/18

KENYA
JOHAN JAQUET 04 – 10/18

Heures bénévoles



Personnel

- ANDREA NAGEL**
Directrice, 60 %
- KATIA AEBY**
Sensibilisation et suivi des volontaires, 60 %
- KIM-MAI VU**
Coordinatrice plaidoyer à Genève
Sensibilisation et recherche de fonds en Suisse romande, de février à juillet 2018
50 % à 100 %
- GABRIELLE COTTIER**
Sensibilisation et recherche de fonds en Suisse romande, depuis août 2018, 50 %
- ANNA MANCONI**
Suivi des projets et recherche de fonds en Suisse alémanique, 60 %
- BETTINA STAUFFER**
Administration bénévole des dons

Comité national

- THERESE FEHLMANN**
Présidente et finances
- SIBYLLE GANZ-KOECHLIN**
SIMONE GESSLER
Ressources humaines
- MARTINA BLASER**
Secrétariat
- NADIA GRABER**
Affaires internationales

Volontaires avec un contrat de retour

- LISA STALDER**
YANNICK WILD

Stagiaires

- SHUKRI AHMED**
FEDERICA BUSCO
LEANDRA CHOFFAT
SARAH HIMMELBERGER
FLAVIA KELLER
ANSELMA KÜNZLE
CHIARA LANFRANCHI
MARINE PAYOT
MÉGHANE WIDMER



Johan Jaquet de La Chaux-de-Fonds à Nairobi

KENYA : UN PAS DE PLUS

ANDREA NAGEL

En mai 2018, notre projet au Kenya a reçu la nouvelle tant attendue que son enregistrement en tant qu'ONG locale, statut recherché depuis 2015, avait été finalisé. C'est un grand pas en avant pour la stabilité et la durabilité de nos activités au Kenya. Toutefois, l'enregistrement par les autorités kenyanes s'accompagne d'ajustements obligatoires au niveau des ressources humaines : du personnel kenyan doit être recruté et des permis de séjour ainsi que de travail doivent être obtenus pour le personnel international. En raison de ces exigences, aucun·e nouvel·e observateur·trice volontaire ne peut être déployé pour le moment et les contrats en cours ont été résiliés à la fin octobre 2018.

Au Kenya, PBI se concentre sur un programme dénonçant les exécutions extrajudiciaires et un soutien à des femmes défenseuses pour diffuser une boîte à outils contre les violences faites aux femmes. En 2018, nous avons également accueilli en Suisse un jeune militant et une jeune militante de Nairobi, qui étaient en Europe à l'occasion du 20^e anniversaire de la Déclaration des Nations Unies pour la protection des défenseurs et défenseuses des droits humains. Ils ont pu présenter la réalité de leur vie dans les quartiers marginalisés de Nairobi lors de plusieurs rencontres et manifestations. Ils ont été accueillis avec beaucoup d'intérêt et de solidarité.

Suite de *En avant, la tête haute!*

q'eqchi et espagnol et affichent une grande confiance en elles dans un contexte marqué par le sexisme. Elles nous ont parlé ouvertement de l'importance de l'égalité des droits pour les femmes dans les communautés, des attaques des autorités de l'État contre les femmes autochtones et de la manière dont les deux, en tant que coordinatrices de l'organisation, doivent constamment faire face aux attaques sexistes. Dans les communautés, elles animent des ateliers pour discuter et sensibiliser les gens à l'égalité. Leur lutte pour la justice sociale inclut les femmes et les rend visibles.

L'oppression en réponse à la résistance pacifique

Lors de l'une des premières rencontres avec Lesbia Artola, nous lui avons demandé pourquoi tous ces meurtres de membres du CCDA se produisaient à ce moment-là. Pour elle, la réponse semblait claire : le CCDA a pris de l'assurance, les communautés s'organisent et résistent ensemble. Les militant·e·s sont une épine dans le pied des dirigeants et des élites économiques. Les membres du CCDA et les gens des communautés se soutiennent mutuellement. Lorsque les moyens de subsistance d'une communauté – la terre et les ressources naturelles – sont menacés par de grands propriétaires fonciers ou des entreprises, d'autres communautés viennent à son secours. Ensemble, ils se défendent et envoient des représentants pour discuter avec les autorités de l'État afin de trouver des solutions aux conflits fonciers. En réponse, les



PBI pendant un accompagnement au Guatemala

membres du CCDA sont menacés, diffamés, attaqués, criminalisés et, dans le pire des cas, tués. Lorsque j'ai terminé ma mission, deux membres du CCDA étaient en détention préventive depuis un an sans perspective de procès.

Commission internationale contre l'impunité – la CICIG sous le feu des critiques

Ce ne sont pas seulement les organisations nationales et les mouvements de résistance qui ont ressenti la pression. La communauté internationale a également essayé des tirs violents au cours de mon

année de mission. Après la vague d'assassinats de mai et juin 2018, le président Jimmy Morales est apparu à la télévision lors d'un rassemblement public le 31 août 2018, accompagné de hauts responsables policiers et militaires. Il a annoncé que le mandat de la Commission internationale contre l'impunité (CICIG), qui opère sous les auspices de l'ONU et enquête sur des cas importants de corruption, y compris une affaire contre le président Morales pour financement électoral illégal, ne serait pas prolongé. Ceci au motif que la Commission s'est ingérée à plusieurs reprises dans les affaires nationales et n'a pas respecté la souveraineté de l'État. Le 31 août a été une journée de tension pour l'équipe de PBI. Qu'allait-il se passer si le président renvoyait une commission aussi importante pour le pays alors qu'il n'en a pas le pouvoir, ainsi que l'a communiqué la Cour constitutionnelle ? Le 7 janvier 2019, le président Morales a annoncé la fin du mandat de la CICIG en dépit d'une opposition notoire. Le personnel de la CICIG a dû quitter le pays immédiatement. L'impunité dans le pays et les actions arbitraires et illégales du gouvernement sont préoccupantes. Le suivi de la situation des droits humains et le travail d'accompagnement de PBI resteront donc d'autant plus importants à l'avenir. Grâce à mon implication au sein de PBI, j'ai pu contribuer à la protection des défenseurs et défenseuses des droits humains. En outre, j'ai pris davantage conscience des conséquences de l'inégalité des rapports de force, de la corruption et de l'exploitation excessive des ressources naturelles. Je suis très reconnaissante de ces expériences.

Rapport financier

BILAN AU 31 DÉCEMBRE

ACTIFS	2018 CHF		2017 CHF
Actifs circulants	121 693	– 36 %	190 234
Actifs immobilisés	39 229	181 %	13 970
TOTAL DE L'ACTIF	160 922	– 21 %	204 204
PASSIFS			
Fonds étrangers	32 393	– 70 %	106 523
TOTAL CAPITAL DE FONDS AFFECTÉS	57 957	2268 %	2 447
FONDS PROPRES			
Fonds de projets suisses	15 998	– 58 %	38 007
Fonds libre	7 574	3 %	7 318
Capital réalisé libre	–	– 100 %	2 907
Fonds réserve	47 000	0 %	47 000
TOTAL FONDS PROPRES	70 572	– 26 %	95 232
TOTAL PASSIFS	160 921	– 21 %	204 203

COMPTE D'EXPLOITATION

PRODUITS	2018 CHF		2017 CHF
Dons privés	125 116	– 30 %	177 532
Subventions publiques	237 198	– 1 %	239 724
Dons d'églises	88 826	21 %	73 289
Dons de fondations	79 000	– 29 %	111 597
Dons d'organisations	33 811	170 %	12 531
Autres produits	7 900	– 38 %	12 830
TOTAL DES PRODUITS	571 851	– 9 %	627 501

CONTRIBUTIONS AUX PROJETS ÉTRANGERS

Guatemala	– 36 747	34 %	– 27 446
Honduras	– 28 210	– 29 %	– 39 980
Mexique	– 81 603	– 21 %	– 103 810
Colombie	– 49 883	– 21 %	– 62 875
Indonésie	–		–
Kenya	– 50 500	193 %	– 17 253
Fonds commun	– 14 525	– 23 %	– 18 870
TOTAL CONTRIBUTIONS AUX PROJETS ÉTRANGERS	– 261 468	– 3 %	– 270 234

CHARGES EN SUISSE

CHARGES DE PROJETS			
Charges de personnel	– 151 814	31 %	– 115 725
Charges de projets	– 39 107	– 25 %	– 52 057

CHARGES D'ADMINISTRATION			
Charges de personnel	– 109 873	– 13 %	– 126 647
Récolte de fonds et charges administratives	– 35 365	– 36 %	– 55 027
TOTAL CHARGES EN SUISSE	– 336 159	– 4 %	– 349 456

TOTAL CHARGES	– 597 627	– 4 %	– 619 691
---------------	-----------	-------	-----------

RÉSULTAT D'EXPLOITATION	– 25 776	– 430 %	7 810
-------------------------	----------	---------	-------

Résultat financier	– 468	– 153 %	885
--------------------	-------	---------	-----

RÉSULTAT AVANT VARIATION DU CAPITAL DES FONDS	– 26 244	– 402 %	8 696
---	----------	---------	-------

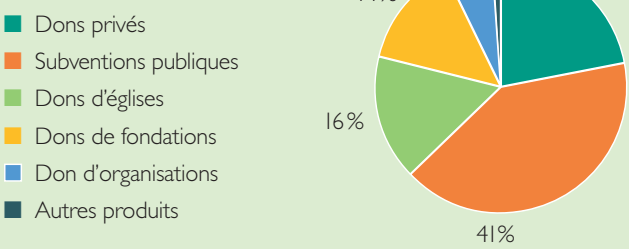
Utilisation / Allocation Fonds de projet du legs	1 583	– 165 %	– 2 447
--	-------	---------	---------

RÉSULTAT ANNUEL (AVANT VARIATION CAPITAL DE L'ORGANISATION)	– 24 661	– 495 %	6 249
---	----------	---------	-------

Utilisations / Allocations capital de l'organisation	24 661	– 495 %	– 6 249
--	--------	---------	---------

La révision des comptes de PBI Suisse est faite en respect des recommandations de l'organe de révision (Swiss GAAP FER) et correspond aux objectifs de la Fondation ZEVO. Le survol des comptes reproduits ici est un regroupement de l'exercice annuel révisé. Les comptes annuels détaillés peuvent être consultés auprès de PBI Suisse. Les comptes ont été révisés par Eveline Thüli et Anna Escher le 6.3.2019.

Produits 2018



Charges 2018

